

L'Exercice du Pouvoir

"Entre possible et impossible, deux lettres et un état d'esprit » Charles de Gaulle.

Respectable Loge, Frédéric Desmons Laïcité, Orient de Paris, Région 13

Mots-clefs : Solidarité, Fraternité

Pendant la crise sanitaire du printemps 2020, les gouvernements européens ont pris des dispositions qui étaient, la veille encore, impensables : non-respect de budgets nationaux et d'engagements européens, fermetures de frontières, isolements forcés... Des actions qui étaient décrites avant la crise comme "impossibles" sont devenues, du jour au lendemain, "possibles". En France, on a vu du concret, de l'abstrait, du policier, de l'économique, du sanitaire. Des mesures fortes ont été prises : ont-elles été adroites ou maladroitement, intelligentes ou stupides, les historiens du futur - et les électeurs - pèseront le bien-fondé de ces décisions. En mars 2020, le pouvoir politique français prenait des mesures dans le cadre de son mandat fondamental : la préservation de la Nation, de sa sécurité, de sa liberté. Ce retour aux principes fondateurs de la 5^e République et à ses accents gaulliens marque (peut-être) une inflexion historique. Les abandons répétés des valeurs issues du Conseil National de la Résistance, signés par plusieurs présidents successifs, avaient eu un effet dévastateur sur l'imaginaire des Français. Cette action spectaculaire et inattendue interpelle. Elle a eu pour effet de faire reculer les limites impensées de ce qui est possible en politique. Les conséquences peuvent être dramatiques ou heureuses. Cela dépendra d'une réflexion de fond sur l'exercice du pouvoir, sa légitimité, sa pratique, sa limite. Ce n'est qu'à ce prix que sera combattue la grave crise de la représentation politique dans notre pays.

"La politique est l'art du possible", aurait dit Gambetta, raccourcissant une sentence du cardinal de Richelieu : "La politique est l'art de rendre possible ce qui est nécessaire". Est possible ce sur quoi on peut agir, il est donc bien ici question de pouvoir et du pouvoir. Certains mouvements politiques récents nous avaient prévenus. "Podemos" - nous pouvons, clament des Espagnols, "Yes we can", oui, nous pouvons, renchérit Obama, « ensemble tout devient possible », disait déjà une affiche de mai 68 - reprise en slogan par Nicolas Sarkozy. Pourquoi cette panoplie sémantique ? Pendant des années, il fut martelé aux opinions publiques que le changement n'était pas possible et que le processus de dessaisissement des nations était irrémédiable. Ce corsetage des imaginaires a entraîné l'explosion de mouvements populaires, de Occupy Wall Street aux Gilets Jaunes, mouvements qui refusent les entraves, imposées, consciemment ou inconsciemment, par les leaders d'opinion. D'un point de vue politique, lorsque des progressistes sont élus sur la base de promesses de changement, et qu'une fois au pouvoir ils égrènent la litanie des territoires de l'impuissance, c'est insupportable. À force de prétendre organiser cette impuissance, à force d'imposer des abandons de souveraineté à des peuples épris de liberté, les dirigeants politiques sont devenus impopulaires, pire, ont rendu la fonction politique impopulaire, ouvrant la voie aux ennemis de la République. Dans le monde occidental des populistes sont élus ici et là sur la base d'une posture transgressive, qui est le cœur même de leur vision somme toute cohérente de l'exercice du pouvoir : irrespect de la parole donnée, irrespect des partenaires, irrespect des adversaires politiques et des corps intermédiaires, irrespect des habitudes démocratiques... Mais peut-on déplorer le vote des citoyens, si le pays se pense entravé dans des contrats asymétriques et sans espoir d'amélioration ? Doit-on ignorer la colère qui gronde sous prétexte qu'elle voterait mal ou ne voterait pas ?

Il faut préciser d'où vient, depuis 1958 au moins, la légitimité du gouvernement de la République Française : du respect de son mandat fondateur, l'obéissance à la Nation, et donc du refus de toute action, de tout engagement qui limiterait le pouvoir de la Nation. La Nation est ici pensée en tant que nation globale, solidaire, indivisible. Les privilèges accordés à des personnes influentes sur la base de vagues promesses ; les exemptions de solidarité ; l'ostracisme envers des populations déjà fragilisées ; les mesures prises dans le souci d'empiéter sur le terrain politique d'une formation concurrente ; toutes ces actions d'un autre temps creusent la tombe de la démocratie. On observe une première constante parmi les appels qu'exprime la volonté populaire : le désir d'empowerment, cette capacité à agir avec autonomie, qui donne au citoyen une fierté retrouvée dès lors que le pouvoir politique agit avec vigueur, avec affirmation, quand il élargit le champ du possible. Une deuxième constante est le besoin de cohérence. Le citoyen ne connaît pas tout sur tous les domaines, mais il remarque facilement quand la parole s'éloigne de l'action ; quand le beau discours se fracasse sur le réel. L'affaire des masques,

inutiles quand pas disponibles, nécessaires quand disponibles, en est l'illustration navrante. La troisième constante est l'indispensable implication du citoyen à toute action grandiose, quand la nation affronte un péril vital. Une réflexion sur l'exercice du pouvoir en France s'accompagne nécessairement d'un éclairage sur le dialogue républicain. Dialogue avec le citoyen éclairé, émancipé, tel que le conçoit la République. Dialogues entre tous les étages des élus locaux au sein de la République. Ce dialogue ne supporte pas les outrages de part et d'autre. Qu'ils se nomment infantilisation, surdité, ou mépris. La démocratie n'existe que par le débat de pair à pair, entre un citoyen qui exprime une volonté, et un représentant qui n'oublie jamais qu'il tire sa légitimité de ce même citoyen. En clair, quand le citoyen traite la classe politique d'"élite" - mot prestigieux devenu une injure -, le représentant commence à avoir peur du peuple dont il émane. Et la peur n'est jamais bonne conseillère, elle glisse rapidement à l'isolement, et au mépris. Elle ne permet pas la construction du principal projet politique républicain : la Fraternité.

En conclusion,

Les Francs-Maçons de la Loge Frédéric Desmons Laïcité rappellent que la Solidarité et la Fraternité sont à la base de la construction de la République.

Ils rappellent aussi que si les citoyens ont accepté, temporairement, des restrictions quant à leurs libertés fondamentales, ils ne sauraient admettre que des puissants échappent au contrat social. Les révélations sur les augmentations démesurées des fortunes des ultra-riches sont autant d'insultes à toutes celles et ceux qui ont tenu et tiennent encore à bout de bras le pays, caissières, infirmières, policiers, livreurs, paysans, etc. Il y a là le ferment d'une révolte, dont nous nous sentons solidaires. Il y a là aussi les ingrédients pour une bascule du pays vers des propositions réactionnaires, autoritaires, qui préparent des lendemains désastreux.

Nous, Francs-Maçons, n'admettons aucune entrave à l'accomplissement de notre mission, qui est le développement intellectuel et moral de l'humanité. **Ces entraves, nous ne les supportons pas plus chez nos représentants.** Un gouvernement qui a été capable de contraindre un peuple entier à se confiner pendant des mois, ne serait pas en capacité de contraindre, par exemple, une infime minorité d'ultra-riches à contribuer à la solidarité nationale ?

Cette crise sanitaire ne change en rien les préconisations que le GODF peut faire sur des sujets variés : écologie, éducation, solidarité, politique de la ville, etc. Le GODF n'a pas vocation à proposer des mesures fiscales précises, du type une tranche d'imposition supérieure à hauteur de 70% comme ce fut le cas aux USA jusqu'à Reagan, ce qui n'empêche nullement de nombreux Francs-Maçons de la souhaiter.

Vu sous cet angle, la crise sanitaire ne permet pas de retour en arrière quant à **l'exercice du pouvoir**. Après avoir privilégié l'humain à l'économique, l'homme ou la femme politique qui reviendrait aux réflexes d'avant-crise saborderait sa légitimité, désobéirait au mandat de la Nation, et ouvrirait la porte aux destructeurs de la démocratie représentative.

En pleine crise du covid-19, les Francs-Maçons rappellent aux gouvernants leurs devoirs :

que l'action menée par les représentants de la Nation soit conduite en transparence et en dialogue avec la Nation tout entière ; que cette action refuse les restrictions, les compromissions et les soumissions, qui sont autant d'abandons de la souveraineté de la Nation, et que cette action construisse sans relâche la République, solidaire, sociale et fraternelle, dans laquelle se projettent la majorité des citoyennes et des citoyens.

Ce n'est qu'à ce prix que les mandataires élus par le peuple retrouveront le respect populaire, condition nécessaire pour la sérénité de la démocratie.

Ce n'est qu'à ce prix que renaîtra la ferveur républicaine que la Franc-Maçonnerie appelle de ses vœux.